

L'ABEILLE D'ÉTAMPES

JOURNAL DES INSERTIONS JUDICIAIRES ET LÉGALES

DE L'ARRONDISSEMENT

Littérature, Sciences, Jurisprudence, Agriculture, Commerce, Voyages, Annonces diverses, etc.

Paraissant tous les Samedis.

Étampes. — Imprimerie de AUG. ALLIER.

PRIX DES INSERTIONS.

Annonces... 20 c. la ligne. Réclames... 30 c.

Les lignes de titre comptent pour le nombre de lignes de texte dont elles tiennent la place.

Les annonces judiciaires et autres doivent être remises le jeudi soir au plus tard, sinon elles ne paraîtront que dans le numéro suivant.

PRIX DE L'ABONNEMENT

Un an... 12 fr. Six mois... 7 fr. 2 fr. en sus, par la poste. Un numéro du journal... 20 c.

L'abonnement se paie d'avance, et les insertions au comptant. — A l'expiration de leur abonnement, les personnes qui n'ont pas l'intention de le renouveler, doivent refuser le Journal.

Heures du Chemin de fer. — Service d'Été à partir du 4 Juin 1877.

Table of train schedules with columns for stations (Orléans, Étampes, etc.) and times for various routes.

Bulletin politique.

Étampes, vendredi 27 juillet.

Dans notre dernier Bulletin, nous disions que Ratapoi satisfait montrait déjà son gourdin autoritaire. Nous étions au-dessous de la vérité.

« Les bonapartistes menacent le gouvernement. Or, ils ont une part de ce gouvernement et, à moins qu'ils y renoncent, leur attitude doit être tenue pour hypocrite et déloyale.

Toutjours admirable l'Union conservatrice! Ces jours derniers on s'y plaignait les uns des autres, aujourd'hui on se dénonce, on s'accuse.

Cela est tellement certain que déjà l'Ordre, journal de M. Rouher, l'ex-vice-empereur, compare au renard qui a la queue coupée les candidats de l'Appel au peuple de mettre leur drapeau dans leur poche et de se présenter sous l'étiquette de mac-mahoniens.

Après avoir voulu la dissolution de la Chambre des députés, l'Union conservatrice en arrive à sa propre dissolution.

Et l'on demande aux habitants des campagnes de se faire les partisans d'un pareil gâchis. Jamais l'union, je veux dire la désunion conservatrice ne persuadera aux paysans que le gouvernement a eu raison de livrer la France à une pareille division.

Nous savons de quelle façon il a tenu sa parole. Et comme le disait l'autre jour M. Emile de Girardin, on ne saurait comprendre qu'après la triste fin du second empire, aussi désastreuse que la fin du premier, la France revint à un mode de gouvernement hors logique, qui n'est ni l'hérédité, ni l'élection, qui a tous les inconvénients de la royauté sans en avoir les avantages.

Cela ne serait pas seulement le péril, ce serait l'abaissement.

Vous imaginez-vous sur le trône de France le fils du prisonnier de Willemsheho!

Quelle figure y ferait-il?

Après les irréparables fautes commises par son père, à quel titre ce monarque à peine âgé de vingt-deux ans se prétendrait-il infailible? Nous donnerait-il des leçons, nous infligerait-il des punitions et nous mettrait-il, comme en 1852, au régime de l'obéissance muette?

Quels ministres aurait-il?

Quelle serait sa politique à l'égard de l'Allemagne qui le repousse et de l'Italie qui s'en défierait?

Après les quatre révolutions de 1789, de 1830, de 1848 et de 1870, qui ont rendu impossible parmi nous l'hérédité de toute monarchie, l'honneur de la France exige impérieusement que les élections de 1877 soient la confirmation éclatante des élections générales de 1876 et n'en soient pas l'avilissante contradiction.

Ce serait la honte de la France électorale.

Il faut qu'elle le sache! les yeux de tous les peuples, et particulièrement de tous les peuples libres, sont fixés sur elle. Ils l'attendent à la solennelle épreuve des élections générales de 1877.

Les événements l'ont investie d'une grande mission, celle de fonder une République qui soit durable et prospère.

Si elle devait continuer d'être ce qu'elle est : une République de beaucoup en arrière sur les royautés britannique, belge, hollandaise, italienne, portugaise, qui n'ont encore que le suffrage restreint, on ne dirait plus : la République révisable; on dirait : la République ridicule.

Mais il n'y a pas à craindre que les 363 signataires de l'ordre du jour motivé du 19 juin dernier ne soient pas réélus. Il n'y a pas à craindre que les élections générales de 1877,

menées par M. de Broglie, soient moins patriotiques, moins républicaines, moins fermes que les élections générales de 1876, menées par M. Buffet.

Comment, en effet, des hommes aussi peu populaires que MM. de Broglie et Decazes peuvent-ils espérer exercer une influence sérieuse sur le mouvement électoral, eux qui ont été si peu favorisés par le suffrage universel. Quant à M. de Fourtou, il est dès maintenant l'objet de telles récriminations de la part des légitimistes, qu'au jour de l'élection il sera singulièrement abandonné.

Le bon sens des électeurs fera justice de toutes ces intrigues; il ira droit au but, c'est-à-dire au gouvernement démocratique, à celui qui est l'expression la plus complète de la justice, à celui qui, dans l'ordre politique, ne veut d'autre souverain que la loi, d'autre loi que la volonté générale.

C'est pour avoir méprisé cette volonté que la monarchie est tombée sous les coups de la Révolution. L'exemple n'a pas été suffisant. La Restauration aussi bien que Louis-Philippe n'en ont pas tenu assez compte. On se rappelle tous les moyens qu'aux élections de 1824 le gouvernement employa contre le parti libéral.

Le ministère exigea des préfets, sous peine de destitution, de bons choix, à quelque prix et par quelques moyens qu'ils dussent être obtenus; on eut recours à des combinaisons inouïes de violence et de tromperie, de chicanes et de falsifications, de menaces et de corruption. Les abus de pouvoir de la part des fonctionnaires ne connurent plus ni pudeur ni retenue. A cette époque, ce système de mensonge et de tromperie, soutenu le front haut et en violation de la loi, put vaincre le parti libéral. Mais il se releva plus fort que jamais sous Charles X, sous Louis-Philippe, et aujourd'hui il est tellement bien constitué,

il sait si bien ce qu'il veut et il a tant de raisons de le vouloir, que les moyens de pression électorale n'auront aucune influence sur les électeurs. La République ne compte pas aujourd'hui, comme en 1824, 13 représentants seulement, elle en compte 363, entendez-vous bien, messieurs les conservateurs. Aussi, malgré les menaces du Bulletin des Communes, qui, si la nouvelle chambre est encore républicaine, nous promet une nouvelle dissolution, nous sommes bien tranquilles et pleins de confiance dans l'avenir. Les paysans ont en ce moment bien autre chose à faire que d'aller lire la prose mensongère du Bulletin des Communes, qui est maintenant absolument déconsidéré. Les campagnes sont acquises à la vérité, à la justice, à la raison, à la République.

Démission du Conseil municipal d'Ivry-sur-Seine.

Les conseillers municipaux républicains d'Ivry-sur-Seine viennent d'envoyer au maire de cette commune leur démission dans la lettre que voici :

Monsieur le Maire, Nous avons été péniblement surpris de voir afficher, d'après vos ordres, aux quatre coins de la ville, le Bulletin des Communes qui contient un article injurieux pour les 363 signataires du manifesté des gauches.

Ne voulant point paraître par notre silence donner notre adhésion à un acte que réprouvent nos principes républicains, nous avons l'honneur, M. le Maire, de vous adresser notre démission de membres du conseil municipal de Vitry-sur-Seine.

Suivent les signatures suivantes :

POINAT, CH. JOURNET, LEMOINE, E. GALLÉ, DELANOUÉ, ROBERT, WEGMANN, SULLE et PILLET.

Nos lecteurs liront avec plaisir au bas de cette lettre le nom de M. Wegmann, bien connu dans notre arrondissement, où il a plusieurs dépôts de sa brasserie d'Ivry.

La lecture de l'ex-chambre des Députés vient d'adresser aux journaux la communication suivante :

M. de Fourtou, ministre de l'intérieur, a fait insérer au Bulletin des Communes que les 363 députés qui ont voté l'ordre du jour du 19 juin contre le cabinet du 16 mai n'assistaient pas plus à la revue du 1<sup>er</sup> juillet que les assassins et les incendiaires de la Commune.

Pour permettre au public d'apprécier le caractère de cette assertion, les anciens questeurs de la Chambre dissoute croient devoir faire connaître que la présidence de la République n'avait mis à leur disposition, pour leurs collègues, aucune carte d'admission dans les tribunes. Ils n'ont pu donner de cartes à quelques députés (dix à douze au plus) pour eux et leurs fa-

milles ne s'était livré à un semblable excès de générosité. Il y avait évidemment un grand trouble dans son esprit.

— Toi, reprit-il en s'adressant à son fils, tu vas seller le bai-gerse, c'est celui de nos chevaux qui trotte le mieux, et tu te tiendras prêt à partir pour Oudincourt. Tu vas porter à M. Dubourg une lettre que je vais écrire et dont tu me rapporteras la réponse.

Le jeune homme sortit pour exécuter les ordres de son père.

La maîtresse reparut avec la bouteille et les verres qu'elle posa sur une table.

— C'est bien cela, dit le maire en caressant du regard la coiffure de cire et les flancs de la rarissime bouteille.

Il la déboucha sans manifester aucun regret, et remplit les verres. La maîtresse restait confondue d'admiration.

— Si tu avais apporté un verre pour toi, lui dit son mari, tu pourrais trinquer avec ces messieurs.

— Je trinquerai avec le tien, répondit-elle avec une satisfaction visible.

Elle était absolument ravie. Son mari faisait décidément excès de générosité et de bienveillance, et elle ne put s'empêcher de penser :

— S'il pouvait être toujours ainsi!

Il s'assit devant son bureau et il écrivit sa lettre. Son fils vint bientôt lui annoncer qu'il était prêt à partir.

— En arrivant à Oudincourt, tu peux avoir besoin de te rafraîchir, lui dit-il : tiens, voilà pour boire un coup et casser une croûte.

Et il lui remit une pièce de cinq francs.

Cette fois, la maîtresse ne put se contenir. Elle sauta au cou de son mari, l'embrassa sur les deux joues et sortit précipitamment pour qu'on ne vit point ses yeux mouillés de larmes.

Feuilleton de l'Abelle

(2) DU 28 JUILLET 1877.

HISTOIRE D'UN AVARE, D'UN ENFANT ET D'UN CHIEN

Le curé et les hommes qui étaient allés la chercher sur le chemin pour la transporter à Provenches se souvenaient que le chien portait à son cou un collier de cuir avec une plaque de métal. Y avait-il une inscription sur la plaque? Ils l'ignorait. Il n'était venu à l'idée d'aucun d'eux de s'en assurer ou de débarrasser le chien de son collier.

L'animal était venu jusqu'à la cure, il avait vu déshabiller sa maîtresse; ensuite il s'était approché du lit et, debout sur ses pattes de derrière, il l'avait contem- plée tristement, puis, silencieux, il était sorti. Depuis, plée tristement, puis, silencieux, il était sorti. Depuis, plée tristement, puis, silencieux, il était sorti. Depuis, plée tristement, puis, silencieux, il était sorti.

Désespéré de la mort de sa maîtresse, s'était-il condamné à mourir lui-même de faim et de douleur dans une retraite inconnue, ou bien était-il parti pour aller annoncer la douloureuse nouvelle à la famille de la jeune femme? Les deux suppositions étaient vraisemblables.

Dans la journée, un de ces marchands ambulants qui

parcourent les campagnes une boîte sur le dos, et qu'on nomme colporteurs, arriva à Provenches, en criant, de cette voix nasillarde particulière à tous les porte-balle :

— Couteaux, rasoirs, ciseaux, savonnettes, tresses, lacets, rubans, fils, épingles, fines aiguilles!

Dans la première maison où il entra, appelé par une ménagère, il entendit parler de l'événement tragique qui était le sujet de toutes les conversations du village. Très-occupé de faire valoir ses objets de mercerie et de parfumerie, et voulant à toute force établir la supériorité de ses marchandises sur tous les autres produits semblables ou de même nature, il n'apporta d'abord qu'une légère attention à ce qui se disait. Mais on parla du chien : alors il releva la tête.

— Ainsi, personne à Provenches ne connaît cette femme? demanda-t-il.

— Personne. Est-ce que vous sauriez son nom, colporteur? Dans ce cas, vous pourriez rendre un grand service à sa famille en le disant à notre maire.

— Non, pas plus que vous je ne la connais; mais si, comme je le crois, c'est bien la même personne que j'ai vue hier à Oudincourt, à deux lieues d'ici, je puis vous donner un renseignement qui ne sera pas sans valeur. Le chien dont vous venez de parler est-il gros?

— Deux fois comme un chien de berger, plus gros qu'un matin ou un boule-dogue.

— C'est bien cela, un terre-neuve superbe... noir, avec les pattes blanches, la queue recourbée en panache, une étoile blanche sur le front et une raie au milieu de la tête, qui se continue sur le cou un peu plus loin que la naissance des épaules.

— Oui, oui, c'est bien le chien de la morte.

— Dans ce cas, reprit le colporteur, M. Dubourg, d'Oudincourt, pourra vous dire le nom de cette pauvre femme, car c'est chez lui que je l'ai vue hier avec son chien, vers quatre heures de l'après-midi.





